

## POINT DE VUE FILS DE CHAHID ET DROIT AUX DEUX CATÉGORIES SALARIALES

## Les limites de la loi et des textes d'application

Un lecteur, M. Benmoumène de Aïn-Defla, a réagi suite à la réponse que nous avons donnée, dans le *Soir d'Algérie* du 1<sup>er</sup> juillet 2009, à un lecteur qui nous avait interrogé à propos du droit légal des fils de chahid d'obtenir de la part de leur employeur 2 catégories salariales supplémentaires. Il nous accuse — à tort — d'avoir publié «une réponse tout à fait fausse et injuste». A tort, car à la relecture de notre réponse, nous avons fait usage de prudence et du conditionnel, la polémique sur les conditions de l'application de la loi 07/99 du 5 avril 1999 relative au moudjahid et chahid durant depuis plus de 10 ans ! Même la circulaire interministérielle d'application du mois

d'avril 2008 — bien tardive au demeurant et non publiée au *Journal officiel* — n'a pas tout réglé, ce que reconnaît lui-même, M. Benmoumène, dans son «point de vue» que nous publions ci-dessous. Par ailleurs, si dans notre réponse du 1<sup>er</sup> juillet 2009 (que nous reproduisons ci-contre pour permettre aux lecteurs concernés et intéressés d'avoir toutes les données utiles), nous avons orienté le lecteur vers la CNR, son «employeur» actuel (celui qui lui verse sa pension de retraite), cela n'exclut nullement qu'il ne faille pas prendre aussi contact avec son employeur lorsque ce lecteur était en activité.

Djilali Hadjadj

«**D**ans le courrier des lecteurs du «Soir Retraite» du 1<sup>er</sup> juillet 2009 vous avez donné une réponse tout à fait fausse et injuste au fils de chahid Ghaïb Abdelkader de Oued El-Alleug, retraité depuis mai 2001, qui réclamait la régularisation de ses 2 catégories. Etant moi-même fils de chahid retraité, je ne pouvais pas ne pas réagir à cette injuste réponse. Aux noms des fils de chahid aussi bien en activité qu'en retraite, j'insiste beaucoup sur une rectification de votre part pour les éclairer davantage en donnant les précisions suivantes.

Rappel de l'article 39 de la loi 07/99 du 5 avril 1999 relative au moudjahid et au chahid : «Les moudjahidine, les veuves et enfants de chahada en activité bénéficient, une fois dans leur carrière, du droit à une promotion spéciale par l'ajout de deux catégories dans leur classement, etc». Cette promotion spéciale est à la charge exclusive de l'employeur à la date de la parution de la loi le 5 avril 1999 et non de la CNR (Caisse nationale de retraite), ni du ministère des Moudjahidine, ni d'une autre institution. A l'exception du secteur de la Fonction publique, tous les autres organismes et sociétés ont procédé à l'application de cet article avec effet rétroactif à compter du 5 avril 1999. Alors vint la circulaire interministérielle d'application datée du 29 avril 2008 qui explique l'application des articles 39, 40 et 42 de la loi



Photo : DR

07/99 du 5 avril 1999 relative au moudjahid et au chahid que je vous communique en fichier joint compressé. En ce qui concerne le point n°1, à savoir l'ajout des 2 catégories, lors de l'exécution de la loi — du moins pour les fils de chahid que je côtoie —, il a été constaté ce qui suit :

- 1- Régularisation des fils de chahids uniquement en activité ;
- 2- Son effet a été restreint uniquement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008 ;
- 3- Pas de régularisation des fils de chahids sortis en retraite pourtant après la parution de la

loi 07/99 du 5 avril 1999 et qui étaient bien en activité à la date de parution de ladite loi qui ouvrent droit, eux aussi, à l'ajout des 2 catégories.

#### Si l'employeur ne donne pas suite ?

Pourtant l'administration refuse de les prendre en charge et de les régulariser pour la période allant du 5 avril 1999 jusqu'à leur date de sortie en retraite sous prétexte qu'il ne font plus partie maintenant de leur personnel et leur demande injustement de

s'adresser à la CNR. En conclusion, donc, si recours il y a, il faut le faire bien sûr uniquement en direction de l'employeur à la date de parution de la dite loi du 5 avril 1999 et surtout pas auprès de la CNR comme vous l'aviez préconisé dans votre réponse, car la CNR n'a rien à voir avec cette promotion spéciale accordée uniquement aux employés par l'employeur, elle n'est concernée qu'en tant qu'employeur pour ses employés concernés.

Pour un retraité, la CNR, quant à elle, ne sera concernée que par la suite, c'est-à-dire, une

fois l'octroi et la régularisation des 2 catégories opérés par l'employeur pour procéder après, à la demande de l'intéressé, à une révision de la pension de retraite en conséquence en joignant le relevé de salaires additif de cette régularisation.

Maintenant, si l'employeur ne répond pas après le délai requis ou répond négativement au recours envoyé par pli recommandé avec accusé de réception pour quel motif que se soit, il faudra recourir à la justice.»

M. Benmoumène,  
Aïn-Defla 44 000

#### POUR RAPPEL DANS «LE SOIR RETRAITE» DU 1<sup>er</sup> JUILLET 2009 Un fils de chahid retraité réclame ses «2 catégories salariales»

Je suis fils de chahid, je suis retraité depuis mai 2001 du secteur sanitaire d'El-Affroun et jusqu'à ce jour je n'ai pas bénéficié des 2 catégories octroyés par le décret 39-40-42 n°7.99 du 05/02/1999 et la lettre d'application n°008179 du 3 août 2008 du ministre des finances. Après maintes lettres envoyées au secteur sanitaire d'El-Affroun, au directeur de la CNR de Blida et à la direction des enfants de chahada de Blida, ma situation demeure, jusqu'à ce jour, sans écho. J'espère, par le biais de la rubrique «Soir Retraite», voir le jour se lever.

Ghaïb Abdelkader, Oued-El-Alleug

**RÉPONSE :** Si vous considérez que la circulaire d'application en question vous donne droit à une révision de votre pension de retraite (par l'actualisation du salaire de référence «completé» par les 2 catégories salariales) et que la CNR vous refuse cette révision, vous pouvez introduire un recours auprès de cette même CNR. Mais êtes-vous sûr que cette circulaire a un effet rétroactif ?

## Des références légales pour mieux comprendre

La circulaire interministérielle du 29 avril 2008 citée plus haut, nous la mettons à la disposition (en version arabe uniquement) des lecteurs du *Soir d'Algérie*, via Internet : il suffit de nous envoyer un email à l'adresse électronique suivante : soiretraite@hotmail.com.

Concernant la loi 07/99 du 05 avril 1999 relative au moudjahid et au chahid, ses articles n° 39, 40 et 42 concernent l'ajout de 2 catégories salariales, la pérennité de l'emploi pour les moudjahidine et les

ayants droit de chahid, et les années de la «révolution de Libération nationale» pour le calcul de la pension de retraite des enfants de chahada.

Pour prendre connaissance de la loi 07/99 du 5 avril 1999 relative au moudjahid et au chahid (en arabe et en français), dans son intégralité, se connecter sur le site Internet du Journal officiel <www.jorap.dz>, journal officiel n°25 du 12 avril 1999.

D. H.

## Il était une fois l'Amérique des retraités au... travail !

En 2001, 4,1 millions d'Américains âgés de 65 ans et plus continuaient de travailler. Aujourd'hui, ils sont 6,6 millions, soit 61 % d'augmentation en huit ans et le plus fort taux de «retraités au travail» depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Pour éviter toute méprise, on ajoutera que cette augmentation n'est pas

vraiment due à un désir effréné de travailler plus longtemps, mais à la nécessité pour ces retraités de gagner de nouveau leur vie pour ne pas sombrer. L'immense majorité retourne travailler par incapacité de rembourser un emprunt immobilier contracté sur 30 ans, parfois 40 ans. Parmi eux, un demi-million, inscrits au chô-

mage, ne trouvent pas d'emploi. Un autre demi-million cherche un emploi sans bénéficier d'aucune indemnité. Le taux des «retraités demandeurs d'emploi» — expression pour le moins singulière — est passé de 1,9 % au début de la décennie à 3,3 %, il y a deux ans, et 6,7 % aujourd'hui.

LSR